

**ÉTAT DES RÉALISATIONS AXÉ SUR LES RÉSULTATS  
2005-2006**

**MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 41  
DE LA *LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES***

**CONDITION FÉMININE CANADA**

## Table des matières

<b>Renseignements généraux</b>	<b>3</b>
<b>Grandes lignes du Plan d'action</b>	<b>5</b>
<b>Sommaire des principaux résultats – 2005-2006</b>	<b>8</b>
Sensibilisation	8
Consultations	8
Communications	9
Coordination et liaison	9
Financement et prestation des programmes	10
Reddition des comptes	12
<b>Plan de communication</b>	<b>13</b>
<b>Signatures</b>	<b>14</b>
<b>Annexes</b>	<b>15</b>
1. Acronymes et sigles	16
2. État des réalisations détaillé	17
3. Initiatives entreprises par des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire	
4. Initiatives nécessitant une participation importante des femmes de langue officielle en situation minoritaire	

## **Renseignements généraux**

**Condition féminine  
Canada**

Édifice MacDonald  
123, rue Slater, 10<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1P 1H9  
[http://www.swc-cfc.gc.ca/index\\_f.html](http://www.swc-cfc.gc.ca/index_f.html)

Ministre responsable

**L'honorable Beverley J. Oda, C.P., députée**

Fonctionnaire  
supérieure responsable  
de l'application de la  
partie VII de la LLO

**Florence Ievers**  
Coordonnatrice  
Condition féminine Canada

Mandat

Le mandat de Condition féminine Canada (CFC) consiste à « coordonner les politiques relatives à la situation de la femme et gérer les programmes qui s'y rapportent ». Le mandat est aussi déterminé par la *Charte canadienne des droits et libertés* et par l'adhésion du Canada à la *Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, ainsi que par son engagement renouvelé à mettre en oeuvre le *Programme d'action de Beijing* (1995 et 2005) des Nations Unies.

**Coordonnatrice  
nationale responsable  
de l'application de  
l'article 41**

Valérie Lavergne  
Agente de politique et de planification  
Analyse et élaboration de programme  
Direction du Programme de promotion de la femme et des  
opérations régionales  
Édifice MacDonald  
123, rue Slater, 10<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario)  
K1P 1H9  
Courriel : [valerie.lavergne@swc-cfc.gc.ca](mailto:valerie.lavergne@swc-cfc.gc.ca)

**Coordonnatrices  
régionales**

Lorraine Cameron, directrice régionale,  
région de la C.-B. et du Yukon  
Centre Sinclair  
430 – 757, rue West Hastings  
Vancouver (Colombie-Britannique) V6C 1A1  
Courriel : [lorraine.cameron@swc-cfc.gc.ca](mailto:lorraine.cameron@swc-cfc.gc.ca)

Deborah Welch, directrice régionale,  
région des Prairies et des T.-N.-O.  
Highfield Place  
10010 – 106<sup>e</sup> rue NW, Bureau 1001  
Edmonton (Alberta) T5J 3L8  
Courriel : [deborah.welch@swc-cfc.gc.ca](mailto:deborah.welch@swc-cfc.gc.ca)

Roda Muse, directrice régionale, région de l'Ontario  
Édifice MacDonald  
123, rue Slater, 10<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario)  
K1P 1H9  
Courriel : [roda.muse@swc-cfc.gc.ca](mailto:roda.muse@swc-cfc.gc.ca)

Thérèse Lamartine, directrice régionale,  
région du Québec et du Nunavut  
1564, rue St-Denis  
Montréal (Québec) H2X 3K2  
Courriel : [therese.lamartine@swc-cfc.gc.ca](mailto:therese.lamartine@swc-cfc.gc.ca)

Marie-Paule Mattice, directrice générale, région de l'Atlantique  
109 – 1045, rue Main  
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1H1  
Courriel : [marie-paule.mattice@swc-cfc.gc.ca](mailto:marie-paule.mattice@swc-cfc.gc.ca)

## Condition féminine Canada 2005-2006

### ***Grandes lignes du Plan d'action***

L'engagement du gouvernement du Canada à l'égard de l'égalité entre les femmes et les hommes a été réaffirmé par des instruments nationaux et internationaux, tels que la *Charte canadienne des droits et libertés*, la *Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* et le *Programme d'action de Beijing* des Nations Unies.

Condition féminine Canada (CFC) facilite le respect de cet engagement en jouant trois rôles clés, à titre de courtier du savoir en matière d'égalité entre les sexes, de centre d'expertise relatif aux questions touchant l'égalité entre les sexes et de catalyseur ayant pour fonctions, entre autres, de stimuler la création de réseaux, d'établir des liens entre les personnes et de renforcer les collectivités. La mission de CFC consiste à promouvoir l'égalité entre les sexes et la pleine participation de toutes les femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du Canada.

Dans l'exécution de son mandat, CFC est déterminé à rehausser la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire, à soutenir leur développement ainsi qu'à favoriser la reconnaissance et l'utilisation du français autant que de l'anglais dans la société canadienne. L'organisme joue un rôle important en aidant les femmes de langue officielle en situation minoritaire (FLOSM) à devenir des intervenantes actives dans le développement de leurs collectivités, à participer activement aux processus qui façonnent leur vie et à contribuer au développement de l'ensemble de la société canadienne.

CFC a recours à différents mécanismes, tels que la prestation de programmes, le renforcement des capacités en matière d'analyse comparative entre les sexes, les communications et les consultations, l'élaboration et la diffusion d'outils de recherche en matière de politiques, la facilitation de la participation aux processus d'élaboration des politiques gouvernementales, ainsi qu'à d'autres processus. Les directions de CFC continuent de travailler avec les groupes de femmes de langue officielle en situation minoritaire (FLOSM) et de collaborer avec les intervenantes et intervenants clés de la fonction publique fédérale, des autres ordres de gouvernement et des collectivités.

L'application de l'article 41 de la LLO est effectuée dans le contexte du vaste mandat de CFC consistant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et dans un cadre qui permet de cerner les besoins des collectivités, les principales mesures et les résultats escomptés. CFC continue de surveiller les besoins des FLOSM et de leurs groupes à l'aide de divers mécanismes de consultation.

Les principaux éléments du Plan d'action pluriannuel 2003-2006 de CFC sont indiqués ci-dessous :

### **Besoins des collectivités :**

CFC continue de faire le suivi des besoins des FLOSM et de les recenser à l'aide de différents mécanismes de consultation.

Les principaux besoins cernés dans les collectivités se situent dans les quatre domaines suivants :

- ***Accès aux programmes, aux services et à l'information du gouvernement*** : accès aux programmes et services sociaux et de santé, information sur les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux pertinents, ressources pour les activités courantes et les initiatives spéciales, et documents d'information (p. ex. rapports, outils, publications présentant des conclusions de recherches).
- ***Soutien financier, matériel et professionnel*** : aide financière et services professionnels pour les initiatives conçues pour s'adresser aux enjeux qui concernent les FLOSM.
- ***Participation accrue des communautés de langue officielle en situation minoritaire et au mouvement pour l'égalité pour les femmes*** : afin de devenir des participantes actives à part entière dans leurs collectivités et d'avancer l'égalité pour les femmes aux échelons local, régional et national.
- ***Possibilités de participer au processus d'élaboration des politiques gouvernementales*** : reconnaissance accrue, par les ministères et organismes, de la présence, réalités et enjeux des FLOSM, ainsi que des mécanismes pour faciliter leur participation aux processus d'élaboration des politiques gouvernementales.

### **Principales mesures :**

Le Plan d'action de CFC comportait quatre mesures principales servant de stratégies pour répondre aux besoins communs recensés chez les FLOSM :

- Fournir de l'aide financière et des services professionnels aux groupes de FLOSM et financer des initiatives conformes aux critères du Programme de promotion de la femme en matière de financement.
- Promouvoir une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de FLOSM afin de faciliter la participation de ces derniers aux processus d'élaboration des politiques aux échelles locale, régionale, nationale et internationale.
- Encourager la participation des FLOSM et de leurs groupes aux activités de CFC portant sur la recherche en matière de politiques.
- Promouvoir et faciliter la commémoration des dates importantes pour l'égalité pour les femmes (*Mois de l'histoire des femmes, Journée internationale de la femme, Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, Journée de l'affaire « personne »*, etc.) par les FLOSM et leurs groupes, et favoriser une plus grande participation de leur part.

**Résultats escomptés :**

Le Plan d'action comporte trois résultats visés :

1. amélioration de la capacité organisationnelle des groupes de FLOSM;
2. processus plus inclusif d'élaboration des politiques gouvernementales;
3. rôle actif et pleine participation des FLOSM et de leurs groupes dans leurs collectivités et au mouvement pour l'égalité pour les femmes.

Les quatre mesures principales du Plan d'action 2003-2006 de CFC correspondent aux six catégories proposées par Patrimoine canadien.

Les pages suivantes présentent un aperçu des principaux résultats dans les six catégories suivantes : sensibilisation, consultations, communications, coordination et liaison, financement et prestation des programmes et, enfin, responsabilisation.

## ***Sommaire des principaux résultats – 2005-2006***

Les résultats indiqués dans le Plan d'action pluriannuel 2003-2006 pour l'application de l'article 41 se rattachent aux résultats stratégiques de CFC. Les résultats de l'application de la LLO et les résultats stratégiques de CFC sont compatibles et complémentaires. CFC met à contribution ses différents rôles et activités, tels que la prestation de programmes, les communications et les consultations, le travail d'élaboration de politiques, la recherche en matière de politiques et l'analyse comparative entre les sexes, dans le cadre de l'application de l'article 41 de la LLO. D'ailleurs, l'organisme continue de réaliser des progrès constants à cet égard. Les résultats annuels obtenus dans différents domaines contribuent aux résultats de l'organisme aussi bien qu'aux résultats horizontaux du gouvernement du Canada, en vertu de la législation. La section suivante met en évidence les principaux résultats obtenus grâce aux différentes initiatives mises en oeuvre au cours de l'année visée par le présent rapport.

### **Sensibilisation**

Les activités internes liées à l'application de l'article 41 comprenaient des efforts visant à accroître la connaissance de la LLO chez le personnel, à améliorer la capacité de CFC à mettre en oeuvre le Plan pluriannuel (2003-2006) et à renforcer les capacités de l'organisme en matière d'utilisation des langues officielles. Les obligations relatives aux langues officielles font partie des ententes sur le rendement de la haute direction, et des outils sont régulièrement offerts pour aider les gestionnaires à promouvoir l'utilisation des langues officielles au sein de CFC. Il existe des indices d'une sensibilisation accrue aux obligations législatives de CFC en vertu de la LLO et à la nécessité d'appliquer l'article 41 d'une façon cohérente, en mettant davantage l'accent sur l'obtention de résultats.

- *Toutes les activités internes contribuent à promouvoir le caractère bilingue du Canada; les activités de CFC sont conformes aux exigences de la LLO et les messages adressés au personnel par la coordonnatrice et la ministre sont transmis dans les deux langues officielles.*

### **Consultations**

L'un des résultats escomptés de l'application de l'article 41 consiste à élargir le rôle des FLOSM, à accroître leur participation aux activités communautaires, institutionnelles et gouvernementales et à faciliter leur participation aux processus d'élaboration des politiques gouvernementales. CFC a donc été proactif dans ses consultations avec les FLOSM, de manière à assurer leur représentation adéquate en matière de langues officielles et leur participation aux activités nationales et internationales ainsi qu'aux consultations et aux processus d'élaboration des politiques gouvernementales. Il existe des indices de leur représentation en matière de langues officielles dans le cadre des activités de CFC, telles que les consultations, les réunions et la commémoration des dates importantes pour l'égalité des femmes, comme le *Mois de l'histoire des femmes*, la *Journée internationale de la femme*, la *Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes* et la *Journée de l'affaire « personne »*.

- *En 2005-2006, CFC a mené des consultations pancanadiennes sur une stratégie pour l'égalité entre les sexes; il s'est assuré que les FLOSM participaient au dialogue sur l'égalité tenu lors de six consultations régionales ainsi que lors de la consultation nationale, à Ottawa.*
- *Dans la région des Prairies et des T.N.-O., CFC a animé, en 2005, une rencontre entre Pluri-Elles et la ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine qui visait à examiner les enjeux et les préoccupations du groupe cible et à assurer la sensibilisation à ses priorités.*
- *CFC s'est assuré que les groupes de FLOSM figuraient sur les listes d'organismes non gouvernementaux invités à participer aux réunions du Comité des Nations Unies sur le statut de la femme et au Forum sur la politique concernant les femmes autochtones et la violence, organisé conjointement par CFC, les provinces et les territoires.*

### **Communications**

L'un des principaux besoins cernés par les FLOSM est un meilleur accès à l'information sur les programmes, les services et les activités des différents ordres de gouvernement. Afin de répondre à ce besoin, CFC a mené diverses activités de communication en recourant à différentes méthodes (p. ex. un site Web, des publications, des réunions) pour tenir les FLOSM au courant de ses programmes, services et activités. En conséquence, en plus de recevoir de l'information à jour sur les activités de CFC, ces femmes ont été en mesure de participer à des initiatives pertinentes.

- *CFC met continuellement à jour son site Web pour que le matériel de renforcement des capacités, tel que l'information sur l'analyse comparative entre les sexes, soit offert et accessible aux FLOSM.*
- *Dans la région de la C.-B. et du Yukon, les listes descriptives régionales de toutes les subventions pour 2005-2006 ont été traduites en français et distribuées aux groupes de femmes francophones de la région.*
- *Les FLOSM et leurs groupes ont été inclus aux listes d'envoi de CFC pour que les documents d'information, les demandes de propositions et d'autres documents soient régulièrement mis à leur disposition.*

### **Coordination et liaison**

CFC a continué de travailler avec divers partenaires, entre autres Patrimoine canadien et les gouvernements provinciaux et territoriaux, et d'autres partenaires, en ce qui concerne les enjeux des FLOSM. Cette collaboration a donné lieu à des communications et des échanges d'information continus qui ont été précieux, car ils ont facilité la collecte efficace de renseignements visant à cerner les besoins nouveaux et émergents et ont facilité la circulation de l'information entre CFC et ses partenaires. Bien que cette initiative ait manifestement eu pour résultat immédiat la mise à disposition de renseignements pertinents pour les personnes concernées au sein des gouvernements, elle facilitera, à long terme, les processus d'élaboration des politiques intégrant les enjeux des FLOSM.

- *CFC continue de travailler en collaboration avec Patrimoine canadien, tout particulièrement en ayant recours à un financement stratégique conjoint en vertu du Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO,) afin de faciliter l'application de l'article 41.*
- *Dans la région de la C.-B. et du Yukon, la directrice générale et son personnel continuent de faire valoir les dossiers prioritaires des femmes francophones de la région aux réunions interministérielles et intergouvernementales, dont les réunions de l'Équipe rurale de la C.-B., celles du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique et celles de l'Accord de Vancouver et du Homelessness Research Committee.*
- *Il y a eu une participation accrue au comité des langues officielles des divers conseils fédéraux de la région de l'Atlantique.*

### **Financement et prestation des programmes**

En 2005-2006, CFC a versé 1 067 616 \$ et a fourni des services professionnels et du soutien stratégique pour aider à la réalisation de 16 initiatives mises en oeuvre au Canada, notamment pour répondre aux besoins, enjeux et priorités des FLOSM. Sur ces 16 initiatives, 13 ont été mises en oeuvre par des groupes de FLOSM; un montant total de 931 906 \$ leur a été attribué. Les trois initiatives restantes, lesquelles ciblaient les FLOSM, ont été mises en oeuvre par d'autres groupes. Les FLOSM ont également bénéficié d'autres initiatives soutenues par CFC et conçues pour régler des questions concernant l'égalité pour les femmes. Ces initiatives ont engendré des produits et des résultats dont il a été tenu compte dans le Plan d'action de CFC et dans les résultats escomptés en vertu de la LLO.

- CFC a maintenu un partenariat avec Patrimoine canadien par l'entremise du Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO), afin de financer sept initiatives :
  - *Table féministe francophone de concertation provinciale de l'Ontario – Pauvreté et francophonie ontarienne : vers une plate-forme revendicative;*
  - *Pluri-Elles Inc. - Stratégie de développement de la capacité des femmes francophones du Manitoba rural;*
  - *Comité organisateur du 4<sup>e</sup> Congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle – 4<sup>e</sup> Congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle;*
  - *Femmes équité atlantique - L'Équité économique et les femmes acadiennes et francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques – Volet III – Mobilisation régionale;*
  - *Comité Femmes en affaires - Étude sur les femmes entrepreneures en Ontario;*
  - *Les EssentiElles - Les femmes et la garde d'enfants au Yukon.*
  - *Collectif Guava - Pop and Politics : Evaluating the Needs and Situation of Women in the Independent Music Industry [Pop et politiques : Évaluer les besoins et la situation des femmes dans l'industrie musicale indépendante].*

On trouvera ci-dessous d'autres exemples d'initiatives soutenues par CFC et de travail effectué par cet organisme conformément à l'article 41 de la LLO :

- Dans la région de l'Atlantique, CFC a fourni de l'aide au Collectif des femmes du Nouveau-Brunswick pour une initiative visant à promouvoir l'intégration sociale et économique des femmes immigrantes francophones. Cette initiative a aidé le groupe à élaborer des outils de communication plus appropriés et à conclure des alliances stratégiques qui lui permettront d'être représenté de façon adéquate, forte et cohérente dans le contexte des discussions relatives aux divers dossiers socio-économiques du Nouveau-Brunswick. En outre, l'initiative a permis aux groupes de femmes francophones de la région de l'Atlantique de mettre en commun leurs expériences, ce qui leur a donné la possibilité d'améliorer leur capacité de s'occuper des enjeux qui leur sont propres.
- Dans la région de la C.-B. et du Yukon, on a effectué un examen systématique des propositions soumises en fonction des possibilités de participation des femmes francophones et des incidences des propositions sur la communauté francophone en situation minoritaire. En outre, on a fait en sorte d'intégrer les réalités et les priorités des femmes appartenant à la minorité francophone de la C.-B. et du Yukon au processus régional de planification stratégique.
- CFC a soutenu une initiative de Pluri-Elles (Manitoba) visant à développer la capacité des femmes francophones des collectivités rurales à se mobiliser relativement à des questions et des solutions communes et à élaborer leurs propres plans d'action à l'égard des principaux enjeux prioritaires. Les initiatives financées dans les Prairies ont été conçues pour accroître les capacités des groupes de femmes francophones et pour élaborer des stratégies conformes aux priorités locales cernées dans chacune des trois provinces.
- Dans la région du Québec et du Nunavut, CFC a favorisé une plus grande collaboration entre les décisionnaires et les groupes de femmes anglophones. Les activités auprès de ces groupes ainsi que les informations transmises, entre autres sur des partenariats possibles et des enjeux liés à certaines politiques, les ont aidés à concevoir des stratégies stimulant la mobilisation communautaire des femmes anglophones, particulièrement le droit d'accès aux services sociaux et de santé dans leur langue, et de viser ainsi le changement institutionnel.
- Avec l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne, le bureau national du Programme de promotion de la femme (PPF) a facilité la planification stratégique liée à l'avancement de l'égalité pour les femmes francophones en situation minoritaire sur des politiques et programmes fédéraux. Des stratégies ont aussi été élaborées et proposées aux membres pour qu'elles se chargent de les mettre en oeuvre dans leurs collectivités respectives et auprès de sept gouvernements provinciaux et territoriaux. Ces stratégies portent sur la pauvreté et sur l'amélioration de la situation économique des femmes en situation minoritaire.
- En Ontario, CFC a appuyé une initiative du Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones pour analyser les enjeux liés à la séparation des femmes immigrantes ou réfugiées de leurs enfants. L'initiative permet et facilite la participation des femmes immigrantes et réfugiées à l'élaboration de stratégies visant à apporter des changements aux politiques de réunification familiale. Elle permet aussi la documentation du Comité Permanent de la Citoyenneté et Immigration sur les réalités que vivent les femmes en matière de réunification familiale.

### **Responsabilisation**

À l'automne 2005, CFC a tenu des consultations pancanadiennes sur l'égalité entre les sexes avec des intervenantes et intervenants clés, y compris des groupes de FLOSM, afin de recueillir leurs opinions sur des stratégies de promotion de l'égalité pour les femmes. Au cours de la dernière année et demie, CFC a aussi effectué une évaluation externe du Programme de promotion de la femme, laquelle a abouti à d'importantes constatations sur les incidences du travail accompli. Les CLOSM ont eu la possibilité de partager leurs opinions et préoccupations concernant l'aide financière et les services professionnels du PPF.

Dans son évaluation d'avril 2006 du Cadre de responsabilisation de gestion (CRG) de CFC, le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) a donné à l'organisme sa cote la plus élevée, (remarquable) pour les deux indicateurs du CRG relatifs aux langues officielles. En ce qui concerne le premier indicateur, la langue de travail, le SCT a souligné l'engagement dont a fait preuve CFC, les niveaux des connaissances linguistiques des titulaires de postes bilingues (92 p. 100) et de postes de supervision (89 p. 100), lesquels dépassent de 3 p. 100 et 4 p. 100 respectivement ceux de l'ensemble de la fonction publique; le bilinguisme de ses communications et de son site Web; ainsi que la formation linguistique prolongée offerte à son personnel. Quant au second indicateur, l'utilisation des langues officielles pour la prestation des services externes, le SCT a souligné les mesures supplémentaires suivantes prises à CFC : les niveaux des compétences linguistiques des titulaires de postes consistant à fournir des services au public; les mécanismes de surveillance interne concernant les traductions; et l'absence de plaintes à l'égard de la langue.

## **Plan de communication**

### **Liste de diffusion**

- personnel de CFC
- membres du Comité des sous-ministres responsables des langues officielles
- membres du Comité permanent de la Chambre des communes sur les langues officielles
- membres du Comité permanent du Sénat sur les langues officielles
- commissaire aux langues officielles
- principaux organismes des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux échelons national, régional et local

Il sera aussi possible de consulter le présent document en téléchargeant le fichier à partir du site Web de CFC ([http://www.cfc-swc.gc.ca/pubs/ola/index\\_f.html](http://www.cfc-swc.gc.ca/pubs/ola/index_f.html))

## Signatures

-----  
Valérie Lavergne  
Coordonnatrice nationale des langues officielles – article 41  
Condition féminine Canada  
Téléphone : (613) 947-0932

-----  
Date

-----  
Florence levers  
Coordonnatrice  
Condition féminine Canada

-----  
Date

## **Annexes**

- 1. Acronymes et sigles**
- 2. État des réalisations détaillé**
- 3. Initiatives entreprises par des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire**
- 4. Initiatives nécessitant une participation importante des femmes de langue officielle en situation minoritaire**

**Acronymes et sigles**

ACS	Analyse comparative entre les sexes
CFC	Condition féminine Canada
CLOSM	Communautés de langue officielle en situation minoritaire
CRG	Cadre de responsabilisation de gestion
FLOSM	Femmes de langue officielle en situation minoritaire
FRP	Fonds de recherche en matière de politiques
LLO	<i>Loi sur les langues officielles</i>
LO	Langues officielles
PCH	Patrimoine canadien
PICLO	Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle
PPF	Programme de promotion de la femme
SCT	Secrétariat du Conseil du Trésor

État détaillé des réalisations

**A. SENSIBILISATION (activités internes)**

[Activités de formation, d'information, d'orientation, de sensibilisation, de communication, etc., menées à l'interne dans le but de sensibiliser le personnel ou la haute direction de l'organisme à la dualité linguistique et aux priorités des **communautés de langue officielle en situation minoritaire** (CLOSM); contrats de rendement des cadres supérieures et programmes de reconnaissance; prise en compte du point de vue des CLOSM dans les recherches, les études et les enquêtes effectuées à l'interne.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état des réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état des réalisations
<p>Mise en oeuvre efficace du plan d'action pour l'application de l'article 41 de la <i>Loi sur les langues officielles</i> (LLO).</p> <p>Intégration du plan d'action pour les langues officielles (PALO) aux processus cycliques de CFC tels que les communications et consultations, la planification stratégique, la</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les agentes de CFC responsables des dossiers touchant la LLO ont donné des séances d'information et fourni de l'information au sujet de l'article 41, des modifications législatives (p. ex. le projet de loi S-3), etc.</li> <li>○ En vertu du plan d'apprentissage ministériel, le personnel a reçu de la formation sur les langues officielles, tandis que les gestionnaires ont obtenu des outils pour les aider à se conformer à la LLO.</li> <li>○ Les cadres supérieures et le personnel ont reçu de l'information pertinente et à point au sujet de la LLO par l'entremise du <i>Bulletin 41-42</i>, de courriels et d'autres documents de Patrimoine canadien, etc.</li> <li>○ La coordonnatrice nationale chargée de l'application de l'article 41 a distribué de l'information courante sur la LLO, les outils de mesure du rendement et les guides de préparation des rapports</li> </ul>	<p>Les activités internes favorisent la dualité linguistique, sont accessibles aux employées des groupes visés par les langues officielles et sont conformes aux dispositions de la loi.</p> <p>Éveil accru à la LLO, engagement de CFC d'appliquer l'article 41 et reconnaissance des besoins des femmes de langue officielle en situation minoritaire (FLOSM).</p>

<p>préparation de rapports, l'évaluation, etc.</p>	<p>d'étape et des plans d'action, etc. de Patrimoine canadien (PCH).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pour célébrer la Journée internationale de la femme, Lise Boily, professeur à l'Université d'Ottawa, a donné une présentation bilingue sur le thème de la femme et du droit.</li> <li>○ Du personnel a distribué de l'information et participé aux activités entourant les <i>Rendez-vous de la francophonie</i>.</li> <li>○ Des efforts n'ont cessé d'être faits pour encourager l'intégration du <i>Plan d'action pluriannuel pour l'application de l'article 41</i> au processus de planification stratégique, opérationnelle et de projets.</li> </ul>	<p>Nombre accru d'employées de CFC respectant les niveaux de maîtrise des langues officielles.</p> <p>Les renseignements au sujet des activités internes sont communiqués dans les deux langues officielles.</p>
--	--	--

## B. CONSULTATIONS (partage d'idées et échange d'information avec les CLOSM)

[Activités (p. ex. comités, discussions, réunions) par lesquelles l'organisme consulte les CLOSM et échange ou dialogue avec elles pour cerner leurs besoins et leurs priorités ou pour comprendre les incidences possibles sur leur développement; activités (p. ex. tables rondes, groupes de travail) pour explorer les possibilités de collaboration dans le cadre du mandat actuel de l'organisme ou dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau programme ou d'une nouvelle politique; participation à des consultations des CLOSM coordonnées par d'autres instances gouvernementales; consultations des CLOSM par les bureaux régionaux pour connaître leurs préoccupations et leurs besoins.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état des réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état des réalisations
<p>Collaboration accrue entre les décideurs et les organisations de FLOSM.</p> <p>Possibilité accrue pour les FLOSM de participer aux activités de CFC et de demander que des stratégies soient élaborées pour répondre à leurs préoccupations.</p> <p>Prise en</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ CFC a élaboré une stratégie de consultation sur l'égalité entre les sexes, permettant ainsi aux FLOSM de se faire entendre lors des consultations régionales tenues à Halifax, à Regina, à Vancouver, à Yellowknife, à Toronto et à Montréal et de la consultation nationale organisée à Ottawa à l'automne 2005.</li> <li>○ CFC a veillé à ce que des FLOSM fassent partie des délégations des organisations non gouvernementales invitées à participer aux réunions de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CCFNU).</li> <li>○ Des FLOSM ont participé au Forum sur la politique concernant les femmes autochtones et la violence, qu'ont organisé conjointement CFC, les provinces et les territoires et qui s'est déroulé à Ottawa les 27 et 28</li> </ul>	<p>Représentation continue des FLOSM dans les consultations de CFC sur l'égalité entre les sexes.</p> <p>Plus grand rôle des FLOSM aux activités nationales et internationales de CFC et participation accrue de leur part à ces activités.</p> <p>CFC a établi des liens de communication constants avec les organismes qui représentent les FLOSM dans les régions.</p> <p>Preuve que des efforts sont faits pour tenir compte des priorités des FLOSM dans les séances de</p>

<p>considération des priorités des FLOSM dans la prestation des programmes à l'échelle locale, régionale et nationale.</p> <p>Les FLOSM font partie de la clientèle usuelle des bureaux régionaux et national.</p>	<p>mars 2006.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le personnel de la région des Prairies et des T.N-O. a facilité la tenue d'une réunion entre Pluri-Elles et la ministre de la Condition féminine en août 2005 pour discuter de dossiers prioritaires.</li> <li>○ CFC a continué à participer aux forums communautaires sur les langues officielles parrainés par Patrimoine canadien et par d'autres groupes (p. ex. celui tenu à Halifax le 12 mai 2005).</li> <li>○ En formulant son plan stratégique, le personnel de la région de l'Ontario a veillé à ce que des FLOSM participent à la réunion régionale tenue pour discuter des préoccupations et des problèmes de diverses collectivités de femmes.</li> <li>○ Participation à des consultations informelles avec des organismes des CLOSM. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Avec Initsiak Women's Centre du Nunavik, le plus souvent pour répondre à des demandes ponctuelles d'information, pas nécessairement liées à leur initiative.</li> <li>➤ Avec plusieurs nouvelles CLOSM au Québec, par exemple, le Neskapi Women's Group, le Mistissini Native Women's Association, Leave Out Violence (L.O.V.E.), la Guava Collective et le Power Camp National.</li> </ul> </li> </ul>	<p>planification et le travail interministériel/intergouvernemental.</p>
--	---	--

	<ul style="list-style-type: none"><li>○ Durant l'analyse qu'elle a faite de l'évolution de la situation des CLOSM de l'Ontario, CFC a consulté des groupes tels que la Table féministe francophone de concertation provinciale, l'Action ontarienne contre la violence faite aux femmes et le Mouvement ontarien des femmes immigrantes francophones (MOFIF) sur certains des grands sujets de préoccupation de leurs clientèles respectives.</li></ul>	
--	---	--

### C. COMMUNICATIONS (transmission d'information aux CLOSM)

[Activités de communications **externes** visant à informer les CLOSM des activités, des programmes et des politiques de l'organisme et à promouvoir le caractère bilingue du Canada; inclusion des CLOSM dans toutes les listes d'information et de distribution; utilisation du site Web de l'organisme pour communiquer avec les CLOSM.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état des réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état des réalisations
<p>Les FLOSM ont accès à des renseignements actualisés sur les programmes, les services et les activités grâce au site Web de CFC et à d'autres moyens de communication.</p> <p>Les FLOSM et leurs organisations participent au processus d'élaboration des politiques, aux activités de recherche en matière de politiques et aux consultations publiques de CFC.</p> <p>Les FLOSM et leurs organisations participent activement à la commémoration des dates</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les groupes de FLOSM figuraient aux listes d'envoi de documents, d'information, d'appels de propositions, d'appels d'offres, de rapports, d'avis d'événements et d'information sur les questions relatives aux politiques.</li> <li>○ De l'information sur les programmes et services de CFC a été fournie aux FLOSM par divers moyens. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dans la région de la C.-B. et du Yukon, des listes régionales décrivant toutes les subventions 2005-2006 ont été traduites en français et distribuées aux groupes de femmes francophones de la région.</li> <li>➤ Des employées de la région du Québec/Nunavut et du bureau central ont fait des présentations et participé au symposium <i>Inuuqatigiitsiarniq: Working Towards a Territorial Strategy to Stop Violence Against Women</i>, qui s'est déroulé au Nunavut du 17 au 20 janvier 2006. (Quoique l'on identifie des CLOSM francophones sur le territoire du Nunavut, la langue première de 85 p. 100 de la population de la capitale Iqaluit, est l'inuktitut. C'est pourquoi l'anglais</li> </ul> </li> </ul>	<p>Les FLOSM ont accès à de l'information sur les programmes et services, y compris aux analyses comparatives entre les sexes, au Programme de promotion de la femme (PPF) et au Fonds de recherche en matière de politiques (FRP) de CFC.</p> <p>Les FLOSM sont informées des programmes, services et activités de CFC dans les deux langues officielles.</p> <p>Représentation</p>

<p>clés de l'accèsion des femmes à l'égalité : le Mois de l'histoire des femmes, la Journée/Semaine internationale de la femme, la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, la Journée de l'affaire « personne », etc.</p>	<p>est minoritaire comme le français).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le personnel de la région de l'Ontario a participé au lancement de l'Assemblée des Franco-Ontariens.</li> <li>➤ La région des Prairies et des T.-N.O. a envoyé de l'information et des documents au forum communautaire des T.-N.O., tenu à Yellowknife en mars 2006).</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ CFC a continué la distribution des documents et d'autres renseignements de manière constante aux groupes de FLOSM.</li> <li>○ Des documents et des outils, y compris sur l'analyse comparative entre les sexes, et des documents pour les consultations tenues en ligne et aux quatre coins du pays sur l'égalité pour les femmes ont été préparés dans les deux langues officielles; on peut les consulter sur le site Web de CFC. Une trousse d'information bilingue renfermant des documents de référence a aussi été préparée pour les consultations en personne.</li> <li>○ La base de données sur la recherche en matière de politiques, qui renferme de l'information sur les FLOSM et les organisations qui les représentent, a été utilisée pour diffuser des appels de propositions et des appels de mise en candidature au Comité externe du Fonds de recherche en matière de politiques (FRP).</li> <li>○ Huit nouvelles publications de recherche en matière de politiques ont été diffusées dans les deux langues</li> </ul>	<p>continue des FLOSM dans les processus de formulation des politiques de CFC, y compris au Comité externe du FRP.</p>
---	---	--

	<p>officielles et des fonds ont été versés pour la réalisation de nouveaux projets de recherche tenant compte des préoccupations stratégiques des FLOSM.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>○ Dans la région du Québec/Nunavut, il y a eu une création de liens avec des chercheurs et des chaires de recherche affiliées à des universités anglophones, ainsi qu'une recherche de partenariats entre des organisations de femmes et des chercheurs universitaires, entre des organismes de femmes du Québec et des organismes d'autres provinces, entre des organismes francophones et anglophones, dans le but de faire progresser certains dossiers.</li></ul>	
--	--	--

**D. COORDINATION ET LIAISON (n'inclut pas le financement – coordination à l'interne et liaison avec d'autres institutions gouvernementales)**

[Activités de coordination (recherches, études, réunions, etc.) menées par l'organisme lui-même avec d'autres ministères fédéraux ou d'autres ordres de gouvernement; participation à des activités organisées par d'autres ministères fédéraux, d'autres ordres de gouvernement, etc.; participation des championnes et champions des langues officielles, des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux et régionaux, etc., à divers forums gouvernementaux.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état des réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état des réalisations
<p>De plus grands partenariats horizontaux entre CFC et les principaux acteurs touchés par l'article 41 de la <i>Loi sur les langues officielles</i>.</p> <p>Partenariat continu avec Patrimoine canadien pour l'échange d'information, la mise en commun de pratiques exemplaires et des investissements stratégiques.</p> <p>Capacité accrue d'intégrer les préoccupations et les</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ CFC est continuellement en communication, en consultation et en partenariat avec PCH :               <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La cochampionne de CFC a participé aux réunions des cochampions en plus de siéger au comité d'évaluation.</li> <li>➤ La coordonnatrice nationale de CFC pour l'article 41 a participé le 28 novembre 2005 au Forum des bonnes pratiques en langues officielles, une rencontre des champions, des cochampions, des responsables des langues officielles (parties IV, V et VI) et des coordonnatrices et coordonnateurs nationaux responsables de l'application de l'article 41 de la <i>Loi sur les langues officielles</i>.</li> <li>➤ PCH et CFC ont échangé de l'information sur des possibilités de financement conjoint d'initiatives par l'entremise du PICLO.</li> <li>➤ avec le personnel régional de PCH chargé de la prestation des programmes des langues officielles afin de coordonner les efforts et d'échanger de l'information.</li> </ul> </li> </ul>	<p>En échangeant de l'information et en apprenant des meilleures pratiques, CFC continue d'être plus à même, sur le plan organisationnel, de mettre en oeuvre son Plan d'action.</p> <p>CFC tient compte dans ses décisions de ses engagements au chapitre des langues officielles.</p> <p>Le PICLO accroît la capacité de CFC d'appuyer les initiatives</p>

<p>besoins des FLOSM à la formulation des politiques et à la prestation des programmes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Dans la région de la C.-B et du Yukon, le personnel a continué à défendre les dossiers prioritaires des femmes francophones lors de réunions interministérielles et intergouvernementales, y compris celles de la BC Rural Team, du Conseil des hauts fonctionnaires fédéraux de la région du Pacifique, de l'Accord de Vancouver, du Homelessness Research Committee et d'autres partenaires.</li> <li>○ Le 17 septembre 2005, la région Québec/Nunavut a participé à l'événement des Townshippers en Estrie, en distribuant divers documents d'information sur CFC et le Programme de promotion de la femme. Cette foire d'information, à laquelle participent plusieurs ministères fédéraux, est une journée familiale et festive qui regroupe la communauté anglophone de la région des Cantons de l'Est.</li> <li>○ Au Québec, trois rencontres d'échanges ont été tenues avec des agentes de Patrimoine canadien à propos des programmes de CFC.</li> <li>○ En Alberta, CFC continue à consulter les autorités provinciales compétentes, p. ex. le Secrétariat francophone de l'Alberta, et à communiquer avec elles.</li> <li>○ Il y a une participation accrue au comité des langues officielles des divers conseils fédéraux de la région de l'Atlantique.</li> <li>○ En Ontario, CFC a participé au sous-comité des langues officielles du Conseil fédéral de l'Ontario, au Symposium sur les langues officielles à Niagara Falls et au réseau fédéral-</li> </ul>	<p>des FLOSM.</p> <p>CFC collabore davantage avec différents partenaires de manière à pouvoir répondre aux priorités des FLOSM dans les régions.</p> <p>Réseau élargi de contacts de CFC sur les questions relatives aux langues officielles à l'échelle régionale.</p>
---	---	---

	provincial des bailleurs de fonds francophones en plus de coordonner les consultations permanentes liées aux CLOSM entre les divers ordres de gouvernement et les organismes de financement.	
--	--	--

## E. FINANCEMENT ET PRESTATION DES PROGRAMMES

[Mise en oeuvre des programmes et prestation des services de l'organisme fédéral; financement, seul ou en collaboration avec d'autres ministères/organismes fédéraux, de projets des CLOSM; intégration des besoins des CLOSM à la prestation des programmes et services de l'organisme.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état des réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état des réalisations
<p>Capacité organisationnelle accrue chez les organisations représentant les FLOSM.</p> <p>Rôle plus actif des FLOSM et de leurs organisations dans les processus d'élaboration de politiques, les consultations publiques, les activités communautaires, les initiatives pour l'égalité entre les sexes, etc., et plus grande participation</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ CFC a consenti 1 067 616 de dollars pour subventionner 16 initiatives par l'entremise du Programme de promotion de la femme (PPF). Treize de ces initiatives (931 906 \$) ont été réalisées par des organisations de FLOSM (dont cinq étaient de nouvelles clientes du PPF), tandis que les autres l'ont été par des organismes desservant tant les FLOSM que d'autres femmes. CFC a également fourni des services professionnels et du soutien stratégique (p. ex. l'élaboration de stratégies, le règlement de difficultés opérationnelles, l'aiguillage vers des sources de financement, l'échange d'information et le réseautage). L'organisme s'est continuellement efforcé d'encourager les contacts, les communications et la collaboration entre les groupes anglophones et francophones. Les initiatives portaient sur des questions telles que la pauvreté, la violence, la sécurité du revenu, les services de garde d'enfants, l'immigration, l'intégration et l'inclusion sociale, le renforcement des capacités et la conclusion de partenariats stratégiques.</li> <li>○ CFC comptait 11 formatrices anglophones et 9 formatrices francophones pouvant donner de la formation sur l'analyse comparative entre les sexes dans les CLOSM sur une base</li> </ul>	<p>CFC a aidé à renforcer la capacité des organisations de FLOSM d'entreprendre des initiatives pour l'égalité entre les sexes et de se pencher sur les dossiers qui les préoccupent.</p> <p>CFC a négocié avec le PICLO un protocole de financement d'organisations de FLOSM.</p> <p>Grâce au PICLO, les organisations de FLOSM ont une capacité accrue et de plus grands moyens</p>

<p>d'entre elles à ces efforts.</p> <p>CFC tient compte de la dispersion géographique des FLOSM pour la prestation de ses programmes.</p> <p>Les organisations représentants les FLOSM ont l'expertise et les outils nécessaires pour mener leurs initiatives à bien en gardant le cap sur les résultats.</p>	<p>régionale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ CFC a continué d'examiner chaque proposition reçue dans le cadre du Programme de promotion de la femme à la lumière des perspectives de participation des FLOSM et de leur incidence sur les CLOSM.</li> <li>○ Dans le cadre du PICLO, CFC et Patrimoine canadien ont investi conjointement 472 049 \$ (sommes approuvées) en 2005-2006 dans les sept initiatives suivantes, CFC y injectant 244 865 \$, et PCH, 227 184 \$.</li> </ul> <p><i>Pauvreté et francophonie ontarienne : vers une plate-forme revendicative</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ L'enjeu principal de cette initiative est celui de l'égalité entre les sexes. Cette initiative propose une stratégie et des activités dont l'objectif est la réduction des inégalités socio économiques entre les hommes et les femmes. Elle vise le développement de pistes d'action permettant d'agir sur les causes de la précarité et de la vulnérabilité économiques des personnes.</li> </ul> <p><i>Les femmes et la garde d'enfants au Yukon</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ À l'aide de cette initiative, l'organisme Les Essentielles s'intéresse aux services de garde considérés comme primordiaux pour la vitalité d'une communauté en situation minoritaire. Le groupe prendra le recul nécessaire pour critiquer le processus de rétribution effectué dans le domaine de la petite enfance au Yukon.</li> </ul> <p><i>Quatrième congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le Comité propose de créer une stratégie de communication entre les chercheuses francophones en situation minoritaire au Canada. Un réseau d'échange électronique permettra d'élaborer des stratégies visant l'appui des chercheuses au développement des communautés francophones en</li> </ul>	<p>financiers pour promouvoir leurs initiatives à plus grande échelle.</p> <p>Les organisations de FLOSM demandent de plus en plus à CFC de leur fournir de l'aide financière et des services professionnels.</p> <p>Les FLOSM augmentent leurs connaissances et acquièrent des compétences dans le domaine de l'analyse comparative entre les sexes.</p>
---	--	---

	<p>situation minoritaire au Canada.</p> <p><i>Pop and Politics : Evaluating the Needs and Situation of Women in the Independent Music Industry [Pop et politiques : Évaluer les besoins et la situation des femmes dans l'industrie musicale indépendante]</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le <i>Guava collective</i> poursuit deux objectifs durant cette phase. Le premier est de soutenir l'utilisation de l'art et de la musique comme outil de mobilisation pour la promotion des droits humains et spécialement des questions liées à l'égalité entre les sexes en s'associant à un événement majeur, le Festival de musique POP Montréal. Le deuxième objectif est de recueillir des données afin de bien cerner la situation économique et sociale des femmes dans le secteur de la musique indépendante ainsi que d'évaluer la perception du public par rapport à ces femmes.</li> </ul> <p><i>Stratégie de renforcement des capacités des femmes francophones du Manitoba rural</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Cette proposition s'inscrit dans la foulée de la consultation qu'avait précédemment menée Pluri-Elles dans 33 collectivités urbaines et rurales francophones du Manitoba et qui lui avait permis de cerner un certain nombre d'obstacles empêchant les Manitobaines francophones des régions rurales de participer, même le moins, à la vie de leurs collectivités. Cette initiative vise à soutenir le renforcement des capacités des femmes francophones de ces collectivités par la création d'un comité des femmes dans deux collectivités rurales.</li> </ul> <p><i>L'équité économique et les femmes acadiennes et francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques – Volet III – Mobilisation régionale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Ce volet important de Femmes Équité Atlantique, verra à rassembler les femmes qui vivent des iniquités socio-économiques en milieu</li> </ul>	
--	--	--

minoritaire francophone. Cette mobilisation permettra la tenue de sept rencontres régionales et d'une dizaine de sessions de travail dans des communautés féminines francophones ciblées partout dans les quatre provinces de l'Atlantique.

*Études sur les femmes entrepreneures francophones de l'Ontario*

- Le but fondamental de l'initiative est de mener une étude de besoins auprès des femmes entrepreneures francophones, y compris les femmes immigrantes, afin de mieux connaître leurs préoccupations, leurs besoins ainsi que les barrières systémiques qu'elles rencontrent. À partir de ce portrait de la situation et dans le cadre de consultations continues, le Comité et les femmes concernées élaboreront une série de recommandations qui feront partie intégrante du plan et qui seront par la suite présentées à des personnes clés de ministères ciblés.

## F. RESPONSABILISATION

[Activités par lesquelles l'organisme intègre son travail dans l'application de l'article 41 de la LLO aux mécanismes ministériels de planification et de responsabilisation (p. ex. rapport sur les plans et priorités, rapport ministériel sur le rendement, plan d'activités ministériel, état des réalisations pour l'application de l'article 41 de la LLO, etc.); évaluations et vérifications internes des programmes et des services; examen régulier des programmes et des services ainsi que des politiques par les cadres supérieures de l'organisme pour assurer l'application de l'article 41 de la LLO.]

Principaux résultats visés pendant la période couverte par le plan d'action	Principales activités réalisées pendant l'année visée par l'état des réalisations	Progrès réalisés (résultats atteints) pendant l'année visée par l'état des réalisations
<p>Les évaluations et les vérifications internes renferment des éléments qui aident à déterminer les effets des programmes et des services sur les FLOSM.</p> <p>CFC tient systématiquement compte de l'efficacité qu'ont ses programmes de s'attaquer aux préoccupations des FLOSM.</p>	<p>CFC a utilisé l'outil de mesure du rendement pour préparer l'état des réalisations 2005-2006.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ CFC a prêté une attention particulière à l'application de l'article 41 de la LLO durant la planification régionale et nationale.</li> </ul> <p>Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dans la région de la C.-B. et du Yukon, CFC a explicitement et systématiquement intégré les préoccupations des FLOSM à toutes les étapes du processus régional de planification et de programmation.</li> </ul>	<p>L'évaluation du PPF réalisée en 2005-2006 offre des possibilités de colmater les brèches dans ce programme.</p> <p>CFC fait plus souvent état des résultats atteints.</p> <p>Il y a preuve que des efforts sont réalisés pour intégrer le PALO aux cycles de planification et de rapport à l'échelle des régions, des directions et de l'organisme.</p>

## Initiatives entreprises par des groupes de femmes des communautés de langue officielle en situation minoritaire

### ALLIANCE DES FEMMES DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE (AFFC)

#### *S'unifier pour évoluer*

Ce projet de 18 mois permettra à l'Alliance des femmes de la Francophonie canadienne de définir et de communiquer sa position sur les enjeux d'égalité prioritaires suivants : l'assurance-emploi, le Régime de pensions du Canada et le Supplément de revenu garanti. Pour ce faire, l'Alliance établira des partenariats avec divers organismes clés travaillant sur chaque enjeu prioritaire dans le but de faire valoir la position des femmes francophones vivant en situation minoritaire et de mobiliser celles-ci pour qu'elles participent aux démarches officielles et collectives entreprises auprès des décideurs politiques. L'organisme encouragera ses membres dans les régions à rencontrer leurs homologues régionaux afin de faire partie des démarches de revendication provinciales ou territoriales sur les questions touchant les femmes francophones dont : le logement social et sécuritaire, l'accessibilité aux services de garde réglementés et publics de qualité, le minimum d'assistance sociale et l'accessibilité aux services de transports publics. De plus, les jeunes filles francophones vivant en situation minoritaire et membres de l'Alliance seront initiées aux enjeux d'égalité prioritaires afin qu'elles puissent remettre en question les stratégies et les moyens de mobiliser et d'engager d'autres jeunes filles à travers le Canada et débattre de ces stratégies et de ces moyens. Le cadre d'évaluation de l'Alliance mesurera l'efficacité des approches, des stratégies, de l'engagement et de la direction dans la mise en œuvre du projet.

**\$211,495**

#### *Unite to grow*

This 18-month project will enable the Alliance of Women of the Canadian Francophonie to define and communicate its position on the following priority equity issues: employment insurance, the Canada Pension Plan and the Guaranteed Income Supplement. To do this, the Alliance will establish partnerships with a number of key organizations working on each priority issue in order to put forward the position of Francophone women living in minority communities and to assist those women in taking part in formal and collective approaches to political decision-makers. The organization will encourage its members in the regions to meet with their regional counterparts to join in provincial or territorial initiatives to put forward demands on issues affecting Francophone women, including: safe social housing, access to quality, publicly regulated day care services, minimum welfare payments and accessible public transit services. In addition, young Francophone women living in minority communities, who are Alliance members, will be asked for their views on priority equality issues in order to determine strategies and approaches for mobilizing young women across Canada in debating those strategies and approaches. The evaluation framework proposed by the Alliance will measure effectiveness of the approaches and strategies, and the commitment and direction of the project implementation.

**LE CENTRE D'ENTREPRENARIAT ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE  
FÉMININ DE PEEL (CENIP)**

***Recherche action participative pour l'amélioration de la situation socioéconomique des femmes francophones immigrantes de Brampton***

**\$46,178**

Le but global de ce projet est d'améliorer la situation économique des immigrantes francophones de Brampton en apportant des changements aux programmes d'employabilité par des organisations-clés dans la région. Le Centre d'entrepreneuriat et d'insertion professionnelle féminin de Peel réalisera une recherche-action qui permettra de mobiliser les immigrantes francophones, d'accroître leurs propres connaissances au sujet de la problématique d'insertion professionnelle et d'améliorer leurs capacités de répondre aux besoins prioritaires des femmes. Un comité de travail, représenté par la diversité des immigrantes francophones de Brampton, guidera toutes les étapes du projet. Une facilitatrice organisera des groupes de discussion où les femmes définiront leurs besoins prioritaires et formuleront des recommandations pour répondre à ces besoins. L'information sera compilée, analysée et rédigée dans un rapport final qui sera validé par les participantes du groupe de discussion. Un forum rassemblera les femmes ayant participé au projet ainsi que les organisations-clés de la région pour sensibiliser ces dernières aux besoins spécifiques des immigrantes francophones et pour établir des partenariats. Le groupe a mis en place un plan d'évaluation détaillé pour mesurer le progrès et le succès du projet.

***Building participative action to improve the socio-economic status of Francophone immigrant women in Brampton***

The overall goal of this project is to improve the economic situation of Francophone immigrant women in Brampton by bringing about changes in the employment programs of key organizations in the region. The Peel Women's centre for Entrepreneurship and Professional Integration (CENIP) will conduct a research-action program that will bring together Francophone immigrant women, to raise their knowledge of issues related to the problem of workplace integration and to improve their ability to respond to the priority needs of women. A working committee, made up of representatives of the diversity of Francophone immigrants in Brampton, will direct each stage of the project. A facilitator will organize discussion groups in which the women will define their priority needs and make recommendations to meet those needs. This information will be compiled, analyzed and printed in a report for final approval of discussion group participants. All women who participated in the project, along with representatives of key organizations in the region, will meet in a forum intended to raise awareness of the specific needs of Francophone immigrant women and to establish working partnerships. The organization has prepared a detailed evaluation plan to measure progress and final success of the project.

## COLLECTIF DES FEMMES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

### *Intégrons la diversité — Phase III*

Le Collectif des femmes du Nouveau-Brunswick jouera un rôle de catalyseur pour les immigrantes francophones qui sont professionnellement ou personnellement concernées par la question de la diversité. À la suite des recommandations des deux premières phases, le Collectif préparera des outils de communication et établira des alliances stratégiques afin de mieux s'engager dans les dossiers socioéconomiques du Nouveau-Brunswick. Il s'attend à sensibiliser les membres de la société acadienne quant à la pertinence et à la nécessité de l'immigration francophone et de la rétention des nouveaux arrivants. Le but est de promouvoir la question de la gestion de la diversité ainsi que la nécessité de mettre en place des outils d'intégration et de sensibilisation favorisant l'intégration socioéconomique des femmes francophones issues des communautés ethnoculturelles. Le plan d'évaluation comprend des indicateurs qualitatifs et quantitatifs sur l'approche, le processus, les démarches, la participation, l'intérêt, les outils et la pertinence de l'information diffusée et reçue.

**\$50,000**

### *Integrating diversity — Phase III*

The New Brunswick Women's Collective is working as an agent for change on behalf of Francophone immigrant women who are personally or occupationally affected by the issue of diversity. Building on recommendations from the first two phases of the project, the Collective will prepare communications tools and will build strategic alliances that will enable the organization to be better involved in socio-economic issues in the province. The organization plans to increase awareness among members of the Acadian society of the importance of Francophone immigration and the need to retain newcomers in the community. The goal is to promote the issue of managing diversity as well as the need to put in place integration and awareness tools that encourage the socio-economic integration of Francophone women from ethno-cultural communities. The evaluation plan includes qualitative and quantitative indicators on the approach, the process, the initiatives, participation, community interest, tools and the relevance of the information received and distributed.

## COMITÉ FEMMES EN AFFAIRES

### *Études sur les femmes entrepreneures francophones de l'Ontario*

\$50,000

Le but fondamental du projet est de mener une étude de besoins auprès des femmes entrepreneures francophones, y compris les femmes immigrantes, à l'aide de questionnaires, de groupes témoins et de rétroaction, afin de mieux connaître leurs préoccupations, leurs besoins ainsi que les barrières systémiques auxquelles elles sont confrontées. À partir de ce portrait de la situation et dans le cadre de consultations continues, le Comité et les femmes concernées formuleront une série de recommandations qui feront partie intégrante du plan et qui seront par la suite présentées à des personnes-clés de ministères ciblés. Le plan d'action sera la pierre angulaire d'une stratégie de sensibilisation des différents intervenants aux barrières systémiques des entrepreneures francophones et aux façons de les appuyer dans leur développement. Un plan d'évaluation visant à mesurer l'atteinte des résultats est inclus dans la proposition.

### *Studies on Francophone women entrepreneurs in Ontario*

The basic goal of this project is to study the needs of Francophone women entrepreneurs, including immigrant women, with the help of questionnaires, focus groups and feedback, in order to better understand their concerns and needs, as well as the systemic barriers they face. Based on this description of the situation and as part of continuing consultations, the committee and the women involved will prepare a series of recommendations that will form the core of an action plan that will be presented to key people in selected departments. The action plan will be the cornerstone of a strategy to raise awareness among different stakeholders of the systemic barriers faced by Francophone women entrepreneurs and of ways of supporting these entrepreneurs in their development. An evaluation plan to measure achievement of these objectives is included in the proposal.

## COMITÉ ORGANISATEUR DU 4IÈME CONGRÈS INTERNATIONAL DES RECHERCHES FÉMINISTES DANS LA FRANCOPHONIE PLURIELLE

304 - 550, rue Cumberland

Ottawa, Ontario

K1N 6N5

### *4ième Congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle*

\$25,000

Le Comité organisateur du 4 e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie plurielle propose de créer une stratégie de communication entre les chercheuses francophones en situation minoritaire au Canada. Un réseau d'échange électronique permettra de développer des stratégies visant l'appui des chercheurs au développement des communautés francophones en situation minoritaires au Canada et à l'utilisation de leurs expertises comme contribution aux stratégies des organismes communautaires et à la mise en œuvre des plans de développement global de ces communautés. Le réseau cherchera aussi une reconnaissance des leurs travaux et expertises par le réseau des chercheuses francophones au Canada. En plus, elles développeront des mécanismes afin d'assurer les échanges et le partage des travaux de recherche liés aux enjeux d'égalité des femmes avec les chercheuses anglophones. Avec le réseau des chercheurs francophones des communautés en situation minoritaire, elles utiliseront leurs travaux pour alimenter le débat sur la place des enjeux d'égalité parmi les priorités des communautés francophones et la place des femmes dans les structures de gouvernance de ces communautés. Un cadre d'évaluation sera développé par les chercheuses elles-mêmes pour mesurer l'efficacité des approches, des stratégies, de l'engagement auprès du leadership communautaire, de même que des résultats de l'initiative.

## **LES ESSENTIELLES**

### ***Les femmes et la garde d'enfants au Yukon***

**\$60,000**

Ce projet de 18 mois de l'organisme Les EssentiElles s'intéresse aux services de garde, considérés comme primordiaux pour la vitalité d'une communauté en milieu minoritaire. Le groupe prendra le recul nécessaire pour remettre en question le processus de rétribution en vigueur dans le domaine de la petite enfance au Yukon. Le but visé à long terme est d'inciter le territoire du Yukon à se plier à des conditions et à des mesures de reddition de comptes pour accéder aux crédits fédéraux, ensuite, de faire pression en vue d'y faire introduire une loi sur les services de garde et d'obtenir un engagement de financement à long terme. La situation économique des éducatrices en petite enfance est l'une de nos priorités et celle de la communauté. La petite enfance est actuellement un élément important pour la vitalité de la francophonie canadienne et pour les membres de la communauté anglophone. Elle passe donc par la santé économique de celles qui assurent les services à la communauté en vue d'influencer concrètement les changements systémiques. C'est ainsi que les femmes réussiront à avoir une influence réelle sur les dossiers et les questions qui les concernent. Un plan d'évaluation détaillé est prévu pour mesurer les progrès réalisés selon les résultats escomptés.

### ***Women and daycare in the Yukon***

This 18-month project of the EssentiElles organization concerns daycare services, which are considered to be essential to the vitality of a minority community. The organization will make a much-needed assessment of the compensation/fee process in the early childhood field in the Yukon. The long-term objective is to persuade the territorial government to comply with the conditions and accounting measures required to gain access to federal funding, and to press the Yukon government to introduce daycare legislation with a commitment to long-term funding. The economic situation of early childhood educators is one of the priorities of the organization and of the community. Early childhood education is considered a key element in preserving a vibrant Canadian Francophone community, as it is for Anglophone communities. The economic health of the educators who provide these services to the community is an essential factor in bringing about systemic change. This project will enable women to have real influence on the issues and services that affect them most directly. A detailed evaluation plan has been prepared to measure progress against expected results.

## LE GROUPE DE TRAVAIL DES FEMMES ÉQUITÉ ATLANTIQUE

### *L'Équité économique et les femmes acadiennes et francophones évoluant en situation minoritaire dans les provinces atlantiques — Volet III — Mobilisation régionale*

\$75,476

Projet conjoint avec Patrimoine canadien en vertu de l'Entente en Partenariat Interministérielle avec les communautés des langues officielles en situation minoritaire (PICLO), ce volet important de Femmes Équité Atlantique, verra à rassembler les femmes qui vivent des iniquités socioéconomiques en milieu minoritaire francophone. Ce tremplin d'efforts de communication concentrés assurera la tenue de sept rencontres régionales et d'une dizaine de séances de travail dans des communautés féminines francophones ciblées à travers les quatre provinces de l'Atlantique. Les facilitatrices et les expertes auront à réconcilier les démarches actives de sensibilisation, de formation, de promotion et de mobilisation des femmes dans leur propre milieu conformément à la demande formulée lors de la dernière phase de travail. Le plan d'évaluation du groupe inclut des grilles d'évaluation avec indicateurs de performance hebdomadaires qui seront distribuées aux participantes des séances et qui serviront à mesurer les résultats.

### *Economic equity for Acadian and Francophone women in minority-language communities in the Atlantic provinces — Phase III — Regional mobilization*

This is a joint project with the Department of Canadian Heritage under the Interdepartmental Partnership with the Official Language Communities (IPOLC). This major effort of the Women's Equity Task Force will bring together women experiencing socio-economic inequity in Francophone minority communities. Concentrated communications efforts will include seven regional meetings and 10 workshops in targeted Francophone women's communities in the four Atlantic Provinces. Facilitators and subject experts will lead programs to raise awareness, provide training, and stimulate promotion and mobilization of women in their own communities, as requested in the previous phase of this work. The organization's evaluation plan includes a grid of weekly performance indicators which will be distributed to meeting and workshop participants.

## **GUAVA COLLECTIVE**

### ***Pop et politics: Évaluer les besoins et la situation des femmes dans l'industrie musicale indépendante***

**\$29,902**

Le *Guava collective* poursuit deux objectifs pendant cette phase. Le premier est de soutenir l'utilisation de l'art et de la musique comme outil de mobilisation pour la promotion des droits humains et spécialement des questions liées à l'égalité entre les sexes en s'associant à une importante manifestation : le Festival de musique POP Montréal. Le deuxième est de recueillir des données afin de bien cerner la situation économique et sociale des femmes dans le secteur de la musique indépendante ainsi que d'évaluer la perception du public par rapport à ces femmes. Pendant trois jours, le groupe planifie des rassemblements qui prendront différentes formes tels que des ateliers de travail pour les jeunes, des séances de discussion et de mobilisation surtout axées vers les besoins des artistes, des conférences d'échange avec des personnalités de l'industrie et des groupes de travail portant tous sur l'égalité entre les sexes. Ces rassemblements permettront aux artistes socialement engagés et au grand public de discuter de sujets tels que le rôle de la musique en politique. Les résultats obtenus permettront, entre autres, de dégager des recommandations, de créer des outils de mobilisation et de faire des présentations lors de conférences mondiales. Le groupe créera un comité de suivi des recommandations composé de jeunes femmes du milieu. Le *Guava collective* veut aussi mobiliser d'autres organismes d'artistes engagés, francophones et anglophones, afin d'élaborer un plan d'action ayant comme objectif de proposer, dans une autre phase, des solutions aux barrières que rencontrent les femmes dans l'industrie et de sensibiliser les personnes-clés de ce secteur. Une évaluation est prévue pour les différentes étapes.

### ***Pop and Politics: Evaluating the Needs and Situation of Women in the Independent Music Industry***

The *Guava collective* is pursuing two objectives during this phase. The first is to support the use of art and music as mobilization tools for promoting human rights and especially issues related to gender equality by taking part in a major public event, the Montreal POP music festival. The second goal is to collect data that reflects the social and economic status of women in the independent music sector and the public perception of these women. The collective is planning a three-day event to involve young people, using such different forms as workshops, discussion groups and organizing tools, including conferences with personalities in the music industry, and gender equality workshops. These gatherings will enable socially-committed artists and the public to discuss such subject as the role of music in public life. The expected results will include specific recommendations to improve the status of women in the music industry, to develop supporting tools and to represent the views of women in the music industry at conferences. A committee made up of young women in the music industry will monitor implementation of the recommendations. The *Guava collective* is also working to involve other organizations of committed Francophone and Anglophone artists in developing an action plan that, in another phase, will propose solutions to remove the barriers that women encounter in the music industry, and to raise awareness of this issue with key people in the industry. Evaluation of the project is planned at different stages.

**MOUVEMENT ONTARIEN DES FEMMES IMMIGRANTES FRANCOPHONES  
(MOFIF)**

***Analyse des enjeux de la séparation des femmes immigrantes et réfugiées de leurs enfants***

**\$73,215**

Ce projet analysera les enjeux liés à la séparation des immigrantes ou des réfugiées de leurs enfants. Les femmes immigrantes et réfugiées participeront à l'élaboration des stratégies qui pourront influencer des changements au niveau des politiques de réunification. Des recommandations seront formulées et soumises au Comité permanent de Citoyenneté et Immigration Canada afin d'amorcer un travail de sensibilisation sur la nécessité de faciliter et d'accélérer la réunification des immigrantes et des réfugiées avec leurs enfants. La stratégie principale vise la mise en œuvre d'une recherche-action participative avec séances et groupes de discussion dans plusieurs villes de l'Ontario. Elle servira à définir, avec l'aide des acteurs principaux, les problèmes soulevés par cet enjeu. Un plan d'évaluation à la fois formatif et sommatif est inclus dans la proposition.

***Analysis of the causes that separate immigrant women and refugees from their children***

This project will analyze issues related to the separation of immigrant and refugee women from their children. Immigrant women and refugees will participate in developing strategies that can lead to changes in policies for family re-unification. Recommendations will be prepared and submitted to the Standing Committee on Citizenship and Immigration to begin the work of raising awareness of the need to facilitate and accelerate the re-unification of immigrant and refugee women with their children. The main strategy will focus on participatory research-action through seminars and discussion groups in several Ontario cities. With the help of immigrant and refugee women, these meetings will identify the problems raised by this issue and seek solutions. A formative and summative evaluation plan is included in the proposal.

## **NASKAPI WOMEN'S GROUP**

### ***Women's Gathering 2005 and Strategy Implementation Project***

**\$20,140**

Dans le cadre du grand rassemblement annuel des femmes autochtones de la Côte-Nord, des ateliers sur les sujets suivants seront inscrits à l'ordre du jour : la violence faite aux femmes, les agressions à caractère sexuel, les problèmes familiaux, le stress, le respect ainsi que la consommation de drogues et d'alcool. Ces ateliers visent à amener les participantes à énoncer des moyens et des stratégies qui permettront d'améliorer les services et de réduire la violence faite aux femmes. Le Naskapi Women's Group prévoit que 600 femmes autochtones participeront au rassemblement. Ces femmes proviendront des dix communautés innues (montagnaises) de la Côte-Nord et d'une communauté du Labrador. Le rassemblement comptera aussi des femmes crie et des Inuites. Dans un deuxième temps, le groupe élaborera un plan d'action à partir des documents des ateliers et réalisera des interventions auprès des instances et des intervenants de leur réserve en vue d'améliorer les services offerts aux femmes naskapies. Les résultats escomptés sont la reconnaissance par la communauté de ces problèmes et le développement de liens de travail avec le Naskapi Justice and Healing Committee (NJHC), le Naskapi centre local de services communautaires (NCLSC), le Naskapi Police et le Nation Council. À titre de résultats à plus long terme, le groupe vise la participation des responsables de la communauté aux actions visant à améliorer les conditions de vie de ces femmes. Par ailleurs, le groupe s'engage à transmettre les résultats de ce projet aux femmes qui participeront au rassemblement qui se tiendra l'année prochaine. Le groupe a soumis, avec la demande d'aide financière, un plan d'évaluation qui énumère les résultats concrets visés, les indicateurs ainsi que l'utilisation des indicateurs.

### ***Women's Gathering 2005 and Strategy Implementation Project***

As part of a major annual gathering of Aboriginal women on the North Shore, workshops will be conducted on the following subjects: violence against women, sexual abuse, family problems, stress, self-respect, and drug and alcohol use. The workshops will help participants to identify means and strategies for improving community services and reducing violence against women. The Naskapi Women's Group expects that 600 Aboriginal women will participate in the annual meeting. These women are mainly from 10 Montagnais Innu communities on Quebec's North Shore and one community in Labrador; but Cree and Inuit women will also participate. Following the meeting, workshop reports will be used to develop an action plan for specific approaches to leaders and stakeholders on their reserve to improve the services provided to Naskapi women. Expected results include community recognition of these problems and the development of working links with the Naskapi Justice and Healing Committee (NJHC), the Naskapi local centre for community services (NCLSC), Naskapi Police and the Nation Council. The long-term outcome of the project will be the active participation of community leaders in taking action to improve living conditions for Naskapi women. The organization has made a commitment to share the results of this project with women attending next year's annual meeting. In addition to the request for funding, the organization has submitted an evaluation plan that lists the concrete results expected and the indicators that will be used to measure success.

## **PLURI-ELLES INC.**

### ***Capacity Development Strategy for Francophone Women in Rural Manitoba***

**\$60,000**

This proposal builds on a previous initiative in which Pluri-elles conducted a provincial consultation in 33 urban and rural Francophone communities in Manitoba. Through the consultation, Pluri-elles identified a number of specific barriers preventing Francophone women in rural areas from participating, even at a basic level, in the life of their communities. This initiative proposes to support the development of capacity by francophone women in these communities through the establishment of a women's committee in two rural communities. The committees will assist women to mobilize around common issues, and solutions. Rural francophone women will gain the skills and knowledge necessary to develop their own action plans on key priority issues. The initiative will be evaluated according to a comprehensive plan provided by Pluri-elles.

## **LE REGROUPEMENT DES FEMMES IMMIGRANTES FRANCOPHONES**

### ***Je prends ma place***

**70,500**

Le projet proposé par le Regroupement des femmes immigrantes francophones (RFIF) vise à contrer la discrimination basée sur le sexe que subissent les jeunes femmes de minorités ethniques francophones dans leurs communautés. « Je prends ma place » propose une stratégie et des activités dont l'objectif ultime est de réduire, dans ces communautés, les inégalités sociales entre les jeunes hommes et les jeunes femmes pour accroître la participation de celles-ci dans les institutions publiques torontoises. Cette stratégie vise plus précisément le développement d'actions permettant d'éliminer les barrières systémiques auxquelles elles sont confrontées dans leurs communautés. Le Regroupement analysera l'effet d'une telle discrimination au moyen de groupes de discussion composés de jeunes femmes et d'entrevues menées auprès d'elles et documentera les conséquences de cette problématique pour la communauté entière afin de sensibiliser ces femmes aux retombées sociales négatives pour elles. Les résultats de cette analyse seront disséminés à travers les communautés ciblées durant une série de séances de discussions et stimuleront un débat public sur l'importance d'œuvrer pour l'élimination de la discrimination sexuelle. Un plan d'évaluation à la fois formative et sommative est inclus dans la proposition.

### ***I'm taking my place***

The project proposed by the *Regroupement des femmes immigrantes francophones* (RFIF) will help to overcome gender-based discrimination faced by young women of Francophone ethnic minorities in their communities. "I'm taking my place" [*Je prends ma place*] presents a strategy and activities whose ultimate goal is to reduce social inequality between young men and young women in these communities so as to increase the participation of young women in Toronto's public institutions. Specifically, the strategy will focus on developing activities that eliminate the systemic barriers faced by young women in their communities. RFIF will analyze the impact of that discrimination through discussion groups with these young women and by personal interviews to document the consequences of this problem in the whole community as a means of underlining the negative impact on young women. The results of this analysis will be distributed throughout targeted communities through a series of general meetings to stimulate a public debate on the importance of working to eliminate gender discrimination. An evaluation plan that is both formative and summative is included in the proposal.

## TABLE FÉMINISTE FRANCOPHONE DE CONCERTATION PROVINCIALE DE L'ONTARIO

### *Pauvreté et francophonie ontarienne : vers une plate-forme revendicative*

\$160,000

L'enjeu principal de ce projet intitulé « Pauvreté et francophonie ontarienne : vers une plate-forme revendicative » est celui de l'égalité entre les sexes. Ce projet propose une stratégie et des activités dont l'objectif ultime est l'élimination de la pauvreté dans la société francophone ontarienne et la réduction des inégalités socioéconomiques entre les hommes et les femmes. Elle vise le développement de pistes d'action permettant d'agir sur les causes de la précarité et de la vulnérabilité économiques des individus. Le groupe propose de réaliser un travail auprès des groupes de femmes francophones de l'Ontario, au cours duquel la TFFCPO s'assurera du développement d'une approche concertée et d'une réflexion permettant l'élaboration de revendications politiques plus efficaces et structurées au chapitre de l'élimination de la pauvreté. Les résultats auront un rayonnement qui bénéficiera à l'ensemble des membres de la communauté d'expression française de l'Ontario. Ils stimuleront un débat public sur l'importance d'œuvrer à l'élimination de la pauvreté, débat qui ne pourra faire l'économie de l'identification des conditions favorables à une plus grande équité entre les membres de la communauté francophone. Le projet suggéré vise à faire en sorte que la TFFCPO joue un rôle de chef de file provincial en matière de lutte pour l'élimination de la pauvreté des femmes et de leurs familles en Ontario français. Les activités entreprises par la TFFCPO en ce sens favoriseront le renforcement du mouvement solidaire antipauvreté en Ontario, tout en s'assurant que s'exerce l'influence nécessaire auprès de divers paliers de gouvernements pour la prise en considération des besoins et des préoccupations des femmes francophones.

### *Poverty and Francophones in Ontario: Building a platform for demanding change*

The main issue behind this project, *Poverty and Francophones in Ontario*, is the matter of gender equality. The ultimate aim of the strategy and activities behind this project is the elimination of poverty in the Ontario Francophone community and the reduction of socio-economic inequality between men and women. This project aims to develop paths of action to attack the causes of the insecurity of employment and economic vulnerability of specific groups of people. The project sponsors will work with Francophone women's organizations in Ontario, during which TFFCPO will be responsible for developing a concerted, thoughtful approach that will lead to more effective and better structured political demands for the elimination of poverty. The results will have a pervasive effect that will benefit the entire French-speaking community in Ontario, and will stimulate public debate on the importance of working to eliminate poverty. A benefit of that debate will be the identification of conditions to promote greater equality among members of the Francophone community. The proposed project will see the TFFCPO play the role of provincial leader in the fight to eliminate poverty among Francophone women and their families in Ontario. The activities carried out by TFFCPO will strengthen the solidarity of the anti-poverty movement in Ontario, while ensuring that different levels of government are compelled to take account of the needs and concerns of Francophone women in the province.

**TOTAL :**

**\$931,906**

## **Initiatives nécessitant une participation importante des femmes de langue officielle en situation minoritaire**

### **CROSS SECTORAL VIOLENCE AGAINST WOMEN STRATEGY GROUP/ GROUPE STRATÉGIQUE INTERSECTORIEL CONTRE LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES**

#### *Finding Common Ground: A Grassroots Forum*

34 200 \$

This initiative is designed to provide an opportunity for front line workers and anti-violence advocates in Ontario to share their perspectives and analysis on the provincial Domestic Violence Action Plan. At a one day conference, the Cross Sectoral Violence Against Women Strategy Group (CSVAWSG) will facilitate the development of a coordinated strategy to ensure that the voices of a diverse group of women will help shape public policy on issues related to violence against women. In particular, women who work in the anti-violence sector and those affected by violence will be mobilized to engage in the public policy process by inserting their voices and giving their perspectives on how to respond to violence against women. CSVAWSG which represents a cross section of equality seeking groups wants to provide meaningful input at this significant social policy gathering which will focus on violence against women prevention, identification and intervention. Holding the proposed pre-conference will allow them to formulate a perspective that is consistent with perspectives of its broad constituents. The group will ensure the voices of abused immigrant women and Francophone women in Ontario are integrated into their strategy and approach. Encouraging analysis of the root cause of violence and making links across sectors and between issues are all key principles the group wants to bring to the discussion. An evaluation process will be included through-out the project phase and a final report will be shared with key stakeholders including the government and women's equality advocates and the media.

#### *À la recherche de points communs : Un forum de la base*

En Ontario, les travailleuses et travailleurs de première ligne et les porte-parole de ceux qui luttent contre la violence se rencontreront pour partager leur analyse et leurs points de vue sur le Plan d'action provincial contre la violence familiale. Durant cette conférence d'une journée, le Groupe stratégique intersectoriel contre la violence envers les femmes animera la conception d'une stratégie permettant la participation de différents groupes de femmes à l'élaboration des politiques gouvernementales concernant la violence envers les femmes. Les femmes qui s'occupent de ces questions de lutte contre la violence, de même que celles qui en sont victimes, feront part de leurs points de vue quant à ce qu'il convient de faire pour faire face à la violence envers les femmes. Le Groupe stratégique, qui représente un échantillon représentatif des groupes oeuvrant à la promotion de l'égalité, fournira sa contribution à cette rencontre sur les politiques sociales pour repérer et prévenir les cas de violence envers les femmes, et pour intervenir en cas de besoin. Lors de la réunion tenue avant la conférence, le Groupe stratégique présentera le point de vue de ses commettants (y compris celui des Ontariennes francophones ou immigrantes victimes de mauvais traitements). Le Groupe stratégique fera en particulier l'analyse des causes de la violence et montrera les liens qui existent entre les différents secteurs et enjeux. Le projet sera soumis à une évaluation tout au long de la durée de l'initiative. Le Groupe stratégique communiquera son rapport final aux intervenantes et aux intervenants, y compris au gouvernement, aux porte-parole de l'égalité pour les femmes et aux médias.

## FEMMES ET VILLES INTERNATIONAL / WOMEN AND CITIES

### ***Supplement - Building Community-Based Partnerships for Local Action on Women's Safety***

8 410 \$

Women in Cities International will work with community women organization to support their involvement in municipal decision-making process and the development of partnerships with other organizations to address violence against women. To do so, Women in Cities International will review and assess building partnerships for community safety experiences and crime prevention. It will also document successful partnerships between women's organizations and municipalities and developed outlines for a new model and options for partnership. Results will be presented, tested and evaluated by women organizations, municipalities and stakeholders in five pilots communities. To monitor and assist with the implementation of the partnership model and options and obtain the input of women's organizations, two consultations in each of the five selected communities will be held throughout the initiative. Women participants will gather at the third World Urban Forum to be held in Vancouver to exchange their experience, build their recommendations and present these in a workshops to be held at the Forum. Women concerned about the issue of violence against women will lead the initiative. With this initiative Women in Cities International will produced a tool for creating sustainable partnerships within communities for advancing the issue of violence against women and promote community safety. With the assistance of an evaluation consultant, the steering committee will develop an evaluation framework and start data collection at the outset of the initiative.

**Supplement** - It will allow the additional participation of women groups from Kuujuaq in the development of proper tools to facilitate the elimination and prevention of violence against women and girls through enabling Inuit women's organizations to build effective partnerships with municipalities and to improve women safety and promote gender equality. It will ensure that the perspectives and priorities of Inuit women are included in the new model of partnerships between women's groups and municipalities.

### ***Supplément – Créer des partenariats communautaires d'action locale d'appui à la sécurité des femmes***

L'organisme Femmes et villes International collaborera avec des groupes communautaires de femmes afin de soutenir leur participation au processus décisionnel des municipalités et à la création de partenariats avec d'autres groupes cherchant à mettre fin à la violence envers les femmes. Dans cette optique, l'organisme Femmes et villes International examinera et évaluera le potentiel de création de partenariats ayant pour but la sécurité et la prévention du crime au sein des collectivités. L'organisme documentera également des partenariats réussis entre les groupes de femmes et les municipalités, et élaborera des lignes directrices pour la conception d'un nouveau modèle et de nouvelles options de partenariats. Les groupes de femmes, les municipalités et les intervenantes et les intervenants de cinq collectivités pilotes seront chargés de la présentation, de la mise à l'essai et de l'évaluation des résultats. Dans le but d'assurer le suivi et d'aider à la mise en oeuvre du modèle et des options de partenariat, ainsi que de recueillir les commentaires des groupes de femmes, deux consultations seront menées au cours de l'initiative dans chacune des cinq collectivités choisies. Lors du troisième Forum urbain mondial d'ONU-HABITAT qui aura lieu à Vancouver, les participantes à l'initiative seront invitées à partager leur expérience, à formuler des recommandations et à présenter celles-ci aux ateliers prévus au Forum. L'initiative sera dirigée par des femmes préoccupées par le problème de la violence envers les femmes. Grâce à cette initiative, Femmes et villes International créera un outil qui permettra de mettre sur pied des partenariats communautaires viables axés sur l'élimination de la violence faite aux femmes et la promotion de la sécurité dans les collectivités. Aidé d'un expert-conseil en évaluation, le comité directeur de l'initiative élaborera un cadre d'évaluation et entreprendra la collecte de données dès le lancement du projet.

**Supplément** – Les groupes de femmes de Kuujuaq analyseront les moyens d'éliminer et de contrer la violence faite aux femmes et aux jeunes filles. Les organisations de femmes inuites se serviront de ces outils pour créer des partenariats avec les municipalités, améliorer la sécurité des femmes et faire la promotion de l'égalité entre les sexes. De cette façon, les points de vue et les priorités des femmes inuites seront incluses dans le nouveau modèle de partenariat entre les groupes de femmes et les municipalités.

## VAGUE PAR VAGUE INC. /MAKING WAVES

### ***Making Bigger Waves: Inside and Out.. An Action-Oriented Review Project***

93 100 \$

This youth violence prevention initiative will engage in a process of critical analysis and community activism. Three regional community consultation forums, two in Anglophone communities and one in a Francophone community, will be organized. This will enable the organization to explore best practices, challenges, and opportunities that can be integrated into a more comprehensive strategic action plan. This initiative, Making Waves – Inside and Out, will enable the organization to better determine its direction and strategies for sustainability as well as engage the community in ensuring the viability of this valuable dating violence prevention resource. The initiative will be evaluated throughout its duration and a detailed evaluation plan including expected outcomes, indicators, collection methods and tools have been included.

### ***Des vagues de plus en plus fortes : Partout... Un projet d'examen orienté vers l'action***

Ce projet de prévention de la violence envers les jeunes amorcera une analyse importante et s'engagera dans l'action auprès de la collectivité. Par le biais de trois forums régionaux de consultation communautaire – deux en milieu anglophone, un en milieu francophone – l'organisation cherchera à cerner les pratiques exemplaires, les enjeux et les occasions qu'elle tentera ensuite d'intégrer à son plan d'action stratégique global. Le projet *Des vagues de plus en plus fortes : Partout* permettra à l'organisation de préciser ses orientations et ses stratégies en matière de durabilité; il permettra également à la collectivité d'assurer la viabilité de cette ressource que constitue ce projet dans la prévention contre la violence dans les fréquentations. Le projet fera l'objet d'une évaluation tout au long de son déroulement. Le plan d'évaluation portera sur les résultats attendus, les indicateurs et sur les méthodes et outils de collecte des données.

**TOTAL :**

135 710 \$